



devient



Projet de Renforcement de l'engagement citoyen pour le civisme fiscal et l'amélioration de la transparence budgétaire

(RECIFAT)

Termes de Référence

Sélection de prestataires pour la réalisation de spots et sketches audiovisuels (LOT1) et de production de supports imprimés (LOT2) pour une campagne de sensibilisation sur le civisme fiscal et la transparence budgétaire

MARS 2025

I. À PROPOS D'AIDE ET ACTION

Depuis plus de 40 ans, Aide et Action / Action Education, association internationale de développement par l'éducation, assure l'accès à une éducation de qualité pour les populations les plus vulnérables et marginalisées, en particulier les enfants, les filles et les femmes, afin que toutes et tous puissent maîtriser leur propre développement et contribuer à un monde plus pacifique et durable.

Parce que l'accès à une éducation de qualité permet, en effet, de lutter contre la pauvreté et les maladies, de limiter le changement climatique et de bâtir la paix dans un monde durable, nous favorisons l'apprentissage tout au long de la vie. Ainsi, nous portons une attention toute particulière à l'éducation et à la protection de la petite enfance, à l'accès et à la qualité de l'éducation aux niveaux primaire et secondaire, ainsi qu'à la formation professionnelle, à l'insertion sociale et l'éducation à la citoyenneté et à la paix.

En fondant notre intervention sur les valeurs que sont la dignité, l'inclusion et l'intégrité, ainsi que sur les principes d'action que sont la transparence, la redevabilité et la solidarité, et grâce au soutien de nos 51 500 donateurs, nous menons actuellement 91 projets dans 20 pays (en Afrique, en Asie, en Haïti, en Europe – et notamment en France) pour près de 1,5 millions d'enfants, de jeunes et d'adultes.

Aide et Action/Action Education intervient en Guinée depuis plus de 30 ans et travaille en parfaite synergie avec les pouvoirs publics, les communautés, la société civile ainsi que d'autres partenaires techniques et financiers.

II. CONTEXTE :

En Guinée, les ressources fiscales représentent plus de 96% des recettes dans le projet de loi des finances initiale (PLFI) de 2024 voté par le Conseil national de la transition (CNT) en décembre 2023. Ce niveau de recettes porte sur un taux de pression fiscale de 13.39% du PIB contre 12% dans la Loi de Finances Rectificative 2023. Malgré cette progression substantielle annoncée, la Guinée figure parmi les pays de la sous-région¹ qui doivent améliorer leur effort fiscal. Or la prédominance du secteur informel (41,5% du PIB et 96% des emplois) ne permet pas d'entrevoir dans un moyen et long terme de grandes possibilités de mobilisation des ressources. A cela, s'ajoute une baisse significative de l'Aide publique au développement. Face à cette situation, il apparaît la nécessité de s'investir dans des actions permettant, d'une part, de garantir plus de transparence et d'efficience dans la gouvernance financière et, d'autre part, d'accroître la mobilisation des ressources internes.

Dans cette perspective Expertise France met en œuvre le Programme d'appui à la mobilisation des ressources intérieures et aux corps de contrôle (AMRIC). Ce programme, financé par l'Agence française de développement et l'Union européenne, vise à appuyer l'État guinéen et les Collectivités locales à disposer des ressources propres croissantes, afin de mener des politiques publiques au bénéfice des populations.

Dans le cadre AMRIC, Expertise France a accordé une subvention à Aide et Action (Action Education) pour mettre en œuvre le projet « Renforcement de l'engagement citoyen pour le civisme fiscal et l'amélioration de la transparence budgétaire (RECIFAT)».

C'est dans ce contexte qu'Aide et Action recrute des prestataires de services pour réaliser des spots et sketches audiovisuels (LOT1) et produire des supports imprimés (LOT2) destinés à une campagne de sensibilisation sur le civisme fiscal et la transparence budgétaire.

III. Objectif et résultats attendus de la campagne d'information et de sensibilisation

❖ Objectifs :

Cette campagne vise à promouvoir le civisme fiscal et à renforcer la transparence budgétaire. Il s'agit spécifiquement de :

- Développer des comportements favorables à la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales
- Renforcer la transparence budgétaire ainsi que la participation citoyenne au processus budgétaire.

❖ Résultats attendus

A la fin de cette campagne,

- Les contribuables (personnes physiques et morales) connaissent : le rôle et les types d'impôts pourquoi, où, comment et quand payer l'impôt, les conséquences du retard ou du non-paiement de l'impôt.
- Les citoyens comprennent mieux comment et pourquoi participer au processus budgétaire de l'Etat et des collectivités?

Cette campagne se fera au travers des spots publicitaires, des sketches, et d'émissions radiophoniques interactives en français et en langues nationales. La diffusion se fera à Conakry et dans les 7 régions administratives sur une période de six mois. Dans chaque région, les messages seront véhiculés au moins par deux médias de grande audience (public et privé).

IV. LES LIVRABLES ATTENDUS DES PRESTATAIRES

LOT1 : Réalisation des spots et sketches audiovisuels

Type	Livrables	Spécification
Spots (audiovisuels)	<ul style="list-style-type: none">○ 1 spot sur le civisme fiscal,○ 1 spot sur la participation citoyenne et la transparence Chaque spot sera réalisé en français et traduit en 6 langues nationales (Soussou, Poular, Malinké, Kpèlè, Toma et kissi)	Du type informatif et persuasif, voix locales et/ou occidentales (pour le français), <ul style="list-style-type: none">- utilisation de jingle et effet sonores spécifiques,- Respect de la charte graphique de AE.- Message clair et simple accessible à un large public.- Durée 60 à 90 secondes.- Livrer au format : Audio (MP3, WMA, WAV ou M4A), vidéo (MP4, MPG4, AVI ou M4V)
Sketchs (audiovisuels)	<ul style="list-style-type: none">○ 1 sketch sur le civisme fiscal. Le sera réalisé en français et traduit en 6 langues nationales (Soussou, Poular, Malinké. Kpèlè, Toma et kissi)	Sketch à caractère informatif, persuasif et démonstratif (avec acteurs locaux) <ul style="list-style-type: none">- utilisation de décors du quotidien un style vestimentaire local

	<p>Proposer 2 options</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Option 1: Vidéos avec illustration graphique, en animation 2D et 3D. ○ Option 2 : Vidéo avec prise de vue. Casting 2 à 3 acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Message clair et simple accessible à un large public. - Durée 120 à 180 secondes. - Concevoir un script du sketch pour validation - Concevoir un synopsis pour validation <p>Livrer au format : Audio (MP3, WMA, WAV ou M4A), vidéo (MP4, MPG4, AVI ou M4V)</p>
--	---	--

LOT2 : Produire des supports imprimés

Type	Quantité	Spécification
T-shirts	500	<p>Couleur blanche, de marque SK, SM, PILOT, 100% coton, manche courte, cou rond, marquage en face et dos en DTF.</p> <p>NB : Maquette à avec simulation et BAT à soumettre pour validation avant la production</p>
Casquettes	500	<p>Couleur blanche, Marquage frontal, en DTF ou sublimation</p> <p>Logo et textes seront fournis en format électronique</p> <p>NB : Maquette à avec simulation et BAT à soumettre pour validation avant la production</p>
Banderoles	31	<p>Conception, impression sur bâches 400g, dimensions 3m x 1m, En couleur CMJN, haute définition. Finition : 6 œillets d'attache.</p> <p>NB : Maquette à avec simulation à soumettre pour validation avant la production</p>

V. PROFILS DE PRESTATAIRES RECHERCHES

Les candidats doivent :

- Être une structure légalement reconnue
- Démontrer des capacités techniques et une expérience avérée dans le type de services à fournir

VI. DUREE

Les livrables attendus doivent être fournis dans un délai maximal de quatre (4) semaines pour le LOT1 et de deux (2) semaines pour le LOT 2.

VII. SOUMISSION DES CANDIDATURES ET EVALUATION DES OFFRES

❖ Dossier de candidature :

Le dossier de candidature devra comprendre :

- Une offre technique précisant la compréhension du service demandé, les spécifications des supports proposés, les ressources humaines et techniques mobilisées, la méthodologie de travail et le calendrier jusqu'à la livraison.
- Au moins deux preuves d'exécution de missions similaires (attestations de bonne fin d'exécution, exemplaires de spots/sketch, t-shirt, banderole, caquettes).
- RCCM
- Code NIF et quitus fiscal
- Au moins deux références datant de moins de 3 ans
- Une proposition financière en francs guinéens (valable 90 jours)

Les dossiers sont à envoyer par courriel à l'adresse : aea.guinee@aide-et-action.org en mettant en objet :

- Pour le LOT1: AEA1_GIN009_RECIFAT_LOT1_SPOTS
- Pour le LOT 2: AEA1_GIN009_RECIFAT_LOT2_IMPRESSION

❖ Évaluation des candidatures :

Conformément aux procédures d'Aide et Action, les candidatures seront évaluées par un comité technique.

La qualification du prestataire sera évaluée à partir de l'offre technique. L'appréciation portera sur la compréhension du service à fournir (20 points), l'expérience pertinente (30 points), les spécifications des supports proposés (10 points), les ressources humaines et techniques mobilisées (30 points), la méthodologie de travail et le calendrier jusqu'à la livraison (10 points). Total (maximum) = 100 points.

Pour être « Techniquement qualifié », il faut obtenir une note technique supérieur ou égale à 75 points.

Le prestataire « Techniquement qualifié », ayant l'offre financière moins disant sera adjudicataire du marché. Au cas où l'offre financière du prestataire retenu dépasserait le budget disponible, une négociation sera engagée. En cas de non aboutissement des négociations, le prestataire arrivé en 2^{ème} position sera contacté et ainsi de suite.

❖ Signature du contrat :

Dès après la sélection du consultant Aide et Action/Action Education prendra contact avec le/la consultant.e retenu.e pour la contractualisation.

Avant la signature du contrat, une réunion de cadrage sera organisée entre Aide et Action et le prestataire de service retenu en vue de clarifier les attentes, les livrables ainsi que les rôles et responsabilités.

Date limite de soumission : 24 mars 2025 à 12H00 GMT

Réception des questions de clarification : jusqu'au 17 mars 2025, à 10H00 GMT, par email : aea.guinee@aide-et-action.org